

Partout en Europe...

Pas question de payer la crise !

Les jeunes : 1ère victimes de la crise

Partout en Europe, la classe dirigeante et les différents gouvernements de droite comme de gauche sont à l'offensive pour détruire les droits des jeunes et des travailleurs. Dans tous les pays, la crise sert de prétexte à des attaques contre les salaires, à des milliers de licenciements, à la casse de l'éducation et de l'ensemble des services publics. Partout, lois racistes et lois sécuritaires se multiplient.

Les jeunes sont touchés de plein fouet par les conséquences de la crise. La majorité du temps, ils sont en intérim ou occupent des emplois précaires, ce sont les premiers à ne pas être renouvelés quand les entreprises licencient. A la sortie de leurs études, ce n'est que le chômage ou la précarité qui les attend. Cette société ne nous offre aucun avenir !

Mais face à ces politiques, des résistances existent. Les jeunes comme les travailleurs démontrent par leurs luttes leur volonté d'en découdre avec les politiques menées par les capitalistes à l'échelle européenne. Dans le monde du travail, on ne compte plus le nombre d'entreprises ici comme ailleurs qui se sont mises en grève contre des licenciements, des diminutions de salaires... Les mobilisations dans les universités contre le processus de Bologne

et ses différentes applications (LRU, hausse des frais d'inscription...) se multiplient en Grèce, en Etat espagnol, en France, en Italie ou encore en Croatie. Dans le reste de l'Education, les luttes aussi sont au rendez-vous que ce soit en Italie avec les mouvements de profs et de lycéens cette année face aux suppressions de postes et aux attaques contre les lycées et les diplômés. Mais pour mettre un coup d'arrêt définitif à ces politiques, nous avons besoin de regrouper ces résistances. Nous ne pouvons plus nous contenter de journées d'action sans lendemain. La grève générale des Antilles nous prouve que c'est par un mouvement d'ensemble, des grèves massives que nous aurons les moyens de stopper les attaques des gouvernements et des patrons. La crise actuelle prouve que cette société marche sur la tête, il faut en finir avec le capitalisme !

Le 7 juin, les élections européennes seront l'occasion de se prononcer contre ce système qui détruit nos vies, c'est voter pour une politique pour les jeunes et les travailleurs, c'est voter pour une force qui s'oppose sans concession aux politiques patronales et gouvernementales.



Le 7 juin, votez pour les listes présentées par le NPA et soutenues par Olivier Besancenot

NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org

Contre la casse de l'éducation et de nos diplômes

Les attaques contre l'éducation sont au cœur du projet de la classe dominante.

Ils veulent une éducation rentable !

Coupes budgétaires et suppressions de poste

Comme pour les autres services publics, les différents gouvernements cherchent à faire des économies sur le dos de l'éducation. Dans tous les pays, on assiste à des coupes budgétaires et à des réductions de postes drastiques. En France ce sont 13 500 postes qui ont été supprimés cette année dans le primaire et le secondaire, il est prévu d'en supprimer 80 000 d'ici 2012. Dans l'enseignement supérieur, 900 postes ont été supprimés cette année. Avec la mobilisation sur les universités, le gouvernement a annoncé un gel des suppressions de postes dans les universités pour 2010 et 2011 mais il ne propose même pas de revenir sur les 900 supprimés cette année. En Italie, la suppression de 87 000 enseignants et 45 000 personnels de l'éducation a provoqué des mobilisations massives en novembre/décembre dernier.

Ouverture aux financements privés

Les dirigeants ne veulent pas simplement faire des économies, ils veulent faire de ce secteur un marché juteux. Pour ça, ils ouvrent l'éducation aux financements privés. C'est l'objectif de la LRU qui a été votée l'an dernier en France. Cette loi permet à chaque université d'aller chercher de l'argent dans les entreprises privées pour faire fonctionner son établissement. Les présidents d'universités sont transformés en véritable chef d'entreprise. Avec la création des licences professionnelles, on assiste à une généralisation de formations et de diplômes adaptés aux besoins immédiats des entreprises privées : licence chargé de comptes au Crédit Mutuel, licence Michelin, licence produits laitiers en partenariat avec Danone, licence Disney à l'université de Marne la Vallée, licence chef de rayon carrefour... Parallèlement, les filières dites « non rentables » ferment les unes après les autres : lettres classiques, histoire de l'art...

Mise en concurrence

Dans la même logique de rentabilité, les universi-

tés sont mises en concurrence les unes entre les autres. Bientôt il y aura d'un côté des facs d'élites avec beaucoup de moyens financiers, mais qui seront très sélectives et de l'autre côté des facs pouilleuses sans aucun moyen pour fonctionner et qui délivreront des diplômes au rabais.

Attaquer l'éducation pour faire baisser le coût du travail !

Mais les attaques contre l'éducation sont aussi et surtout un moyen pour les différents gouvernements de faire baisser le coût du travail. Leur objectif est de former, dès l'école, une main d'œuvre moins chère, plus précaire, sans protection collective. Les différentes réformes LMD, LRU ont comme objectif de tirer vers le bas les qualifications et de casser les garanties collectives que pouvait offrir les diplômes. Les diplômes ultra spécifiques, adaptés aux besoins particuliers de telle ou telle entreprise sont vidés de tout enseignement de connaissances générales et sont des diplômes à cours terme. Si l'entreprise te licencie, ferme ou change ses exigences, ton diplôme n'a aucune valeur dans les autres entreprises. C'est ce qu'on appelle des diplômes jetables ou des diplômes à durée déterminée. Les attaques contre l'éducation sont un moyen efficace de dégrader les conditions de travail des salariés, de faire baisser le coût du travail, au même titre que la casse du code du travail ou que la stagnation des salaires.

Une politique coordonnée à l'échelle européenne !

Ces attaques ne sont pas menées qu'en France, c'est bien une politique à l'échelle mondiale qui est mise en place. Le cadre qui régit ces attaques à l'échelle européenne est le processus de Bologne. Avec ce processus l'ensemble des pays européens se sont fixés comme objectif de créer un espace européen de l'enseignement supérieur qui serait plus compétitif et pourrait ainsi rivaliser avec les universités étatsunienne. Ces dernières années, des réformes, similaires à celle de la LRU en France, ont été mises en place dans l'Etat Espagnol, en Italie ou encore en Grèce. Elles ont à chaque provoqué des mobilisations étudiantes d'ampleur.

Nous voulons :

- L'arrêt des réformes libérales qui s'attaquent à l'enseignement : en France, ça signifie l'abrogation de la LRU, le retrait total de la réforme des lufm et de la réforme Darcos des lycées.
- Des diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives.
- Des financements 100% publics.
- L'arrêt des suppressions de postes et l'embauche des 100 000 postes supplémentaires.

Contre la précarité et les bas salaires

Les jeunes sont touchés encore plus violemment par les conséquences de la crise : augmentation du chômage, stagnation des salaires, emplois précaires. Dans l'UE, le taux de chômage est de 7,9 % mais celui des jeunes est de 15,4 % . En France, il est de 19,7 %, au dernier trimestre de l'année dernière, il a dépassé les 20%, en Grèce de 22,9%. Les jeunes touchent des salaires environ 40% plus faibles que le reste des salariés. Pas étonnant qu'en Grèce on appelle «Génération 600 euros » les jeunes qui se sont révoltés en décembre dernier. Les jeunes n'ont pas accès aux minimas sociaux : RMI et allocations chômage sont réservés aux plus de 25 ans. Résultat : en France 100 000 jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté, plusieurs milliers sont obligés de se prostituer, c'est eux qu'on retrouve maintenant le plus dans les banques alimentaires. Ils restent plus longtemps chez leurs parents faute de pouvoir se financer un loyer. Près de 70% des étudiants sont obligés de se salarier pour financer leurs études, ce qui entraîne un taux d'échec important : plus de 50% en première année de fac.

En arrivant sur le marché d travail, ils sont aussi plus touchés par la précarité. La majorité des premiers emplois sont des emplois précaires : CDD, stages, intérim. La crise renforce encore ce phénomène. Les entreprises n'embauchent plus d'intérimaires, ne renouvellent pas les CDD, ce sont les jeunes qui se retrouvent en premier sur le carreau.

Le plan anti-chômage des jeunes annoncé par Sarkozy, loin d'améliorer la situation des jeunes, va surtout améliorer la situation des patrons. Il propose de débloquer 1 milliard d'euros pour distribuer des primes aux entreprises qui recruteront des jeunes en apprentissage ou en contrat de professionnalisation. En bref, les patrons seront payés pour exploiter des jeunes avec des contrats précaires et sous payés. Rappelons qu'un apprenti de 16 ans dans une entreprise ne touche que 25% du smic !!! Après avoir embaucher des apprentis et s'en être mis plein les poches, les entreprises pourront allègrement jeter les jeunes salariés quand leur apprentissage sera fini. La prime n'est même pas conditionnée à une embauche à long terme.

Nous voulons :

- un CDI pour tous
- augmentation de 300 euros de tous les revenus et pas un salaire en dessous de 1500 euros,
- une allocation d'autonomie pour tous les jeunes à hauteur du smic pour pouvoir étudier, se former et prendre leur autonomie.

Le droit à la formation et à l'autonomie : une allocation d'autonomie pour tous les jeunes !

Etudier et se former devrait être un droit. La formation qu'acquiert les étudiants sera utile à l'ensemble de la société, elle devrait donc donner les moyens à tous les jeunes de se former. Pour ça, il faudrait une allocation d'autonomie pour tous les jeunes à hauteur du smic. De même que les retraités ont un salaire différé, l'allocation d'autonomie serait un pré-salaire.

Avec l'augmentation des loyers, les salaires de

misère, les jeunes sont condamnés à rester chez leurs parents de plus en plus longtemps ou alors de vivre dans la misère.

Privés d'autonomie, les jeunes ne sont pas libres de leurs choix ni de leurs vies en matière d'études, de profession ou de sexualité. Chiffre du nombre de suicides chez les jeunes homosexuels. Un pré-salaire pour tous les jeunes leur permettrait aussi de pouvoir prendre leur autonomie. Les jeunes peuvent maintenant être salariés à partir de l'âge de 14 ans, ils ont le droit d'être exploités, ils doivent pouvoir décider de leur vie.

Non à la répression policière et l'encadrement de la jeunesse

Pour la classe dirigeante, les jeunes sont considérés comme l'ennemi public N°1. Pour les jeunes des quartiers le quotidien c'est contrôle au faciès, provocation policière, insultes et mépris. Dans les mouvements de ces dernières années, l'Etat n'a pas hésité à envoyer la police et l'armée sur les facs et les lycées. Les arrestations, les gardes à vue et les mises en examen sont devenus presque une habitude pour tous les jeunes qui se mobilisent.

Le gouvernement franchit un nouveau cap avec sa loi contre le port de cagoules en manif ! Bientôt tu pourras te faire arrêter parce que tu portais un keffieh sur le visage.

Nous voulons :

- la police hors des facs, des lycées et des quartiers
- l'abrogation des lois sécuritaires,
- l'amnistie pour tous les jeunes poursuivis
- Non à la loi « cagoule »

Une nouvelle génération pour renverser ce système !

Face à cette situation, la jeunesse n'est pas prête à se laisser faire sans rien dire. Partout en Europe et dans le monde entier on assiste à des mobilisations de jeunes. L'hiver dernier en Grèce ce sont plusieurs milliers de jeunes qui se sont révoltés contre les violences policières, contre cette société qui leur promet des emplois précaires et un salaire moyen de 600 euros. En Italie, les universités ont été occupées pendant plusieurs semaines contre les réformes de l'éducation. En France, presque chaque année nous connaissons des mobilisations d'ampleur : le mouvement contre le CPE, la révolte des jeunes des banlieues, le mouvement contre la LRU. Cette année encore, les lycéens se sont mobilisés contre la réforme du lycée de Darcos, les universités contre les conséquences de la LRU. Face à l'avenir plutôt obscur qui nous est réservé, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre. Mais pour en finir réellement avec ce système, pour mettre un coup d'arrêt aux politiques de casse sociale il faut être nombreux et organiser. Pour tous ceux qui veulent en finir avec cette société, rejoignez dès maintenant les comités du NPA.